



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

euro

Question au Gouvernement n° 233

Texte de la question

DÉLOCALISATIONS EN ZONE DOLLAR

M. le président. La parole est à M. Roland Muzeau, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Roland Muzeau. Monsieur le Premier ministre, les patrons de l'industrie aéronautique, Serge Dassault et Louis Gallois, ont déclaré : " Nous allons devoir délocaliser " en zone dollar.

Ces menaces de délocalisations monétaires concernant des activités en forte croissance n'ont rien d'une fatalité. Airbus, avec le plan Power 8, a déjà supprimé 10 000 emplois et vendu des usines en France, à Méault et Saint-Nazaire, en Grande-Bretagne, en Allemagne et peut-être en Espagne. C'est le prix payé par les travailleurs français et européens pour les erreurs et les délits de leurs dirigeants.

Il fut un temps où les libéraux nous expliquaient qu'il fallait délocaliser les productions à faible valeur ajoutée et à faible compétence. L'industrie textile, l'automobile, l'électronique et la téléphonie ont ainsi été sacrifiées, au prétexte que les licenciements d'aujourd'hui feraient les emplois qualifiés de demain.

Qu'ont fait les gouvernements depuis 2002, quand un dollar s'échangeait contre 0,90 euro ? Qu'ont fait les entreprises qui, avec un euro fort, achètent les matières premières en dollars et n'ont pas anticipé les évolutions monétaires et couvert leurs échanges ?

L'indignation feinte de vos amis politiques, comme le président UDF de la commission des finances du Sénat qui pourfend la politique monétaire européenne de l'euro fort, sonne faux.

Arrêtons de prendre prétexte de la faiblesse cyclique du dollar par rapport à l'euro, comme s'il n'existait aucun levier pour assurer notre développement industriel. Exigeons la fin de l'indépendance de la BCE et un vrai contrôle démocratique de ses décisions, qui doivent être réorientées en faveur de l'emploi européen et français. Acceptez la tenue d'un débat référendaire sur le traité européen dit " simplifié ".

Monsieur le Premier ministre, allez-vous enfin agir pour mettre un terme au chantage aux délocalisations des grandes entreprises comme Dassault, EADS et SAFRAN ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine et sur quelques bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. (*Protestations sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, des finances et de l'emploi*. Monsieur le député, vous avez raison, un euro fort peut présenter certains avantages, mais il a de nombreux inconvénients quand les concurrents d'une entreprise industrielle dont les coûts sont basés en France sont installés dans une zone dollar et chiffrent leurs coûts ainsi que leurs prix de vente en dollars. Or c'est la situation d'une partie du secteur de l'aéronautique. Je pense bien sûr à Airbus,...

M. Jacques Desallangre. Airbus enregistre de nouvelles commandes tous les jours !

Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. ...mais aussi à Dassault, qui ont fait part de leurs projets éventuels.

Face à cette situation, nous avons tout d'abord porté la parole de la France au G7, à l'Eurogroupe et au Fonds monétaire international. Cette parole forte,...

M. Maxime Gremetz. Non, ce n'est pas une parole forte !

Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. ... qui n'a pas toujours été appréciée, vise à défendre

l'euro et à s'assurer que les autres autorités monétaires font en sorte que leur monnaie reflète les fondamentaux de leur économie. Chaque fois que le Président de la République, le Premier ministre ou les membres du Gouvernement se déplacent à l'étranger, ils portent le même message.

Ensuite, nous entretenons un dialogue permanent avec les industriels. Le Premier ministre a lui-même mis en place un plan de soutien à la filière aéronautique doté de plus de 1,5 milliard d'euros.

M. Maxime Gremetz. Mais elle va licencier !

Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. Il se trouve que je reçois, à dix-sept heures trente, M. Gallois, pour lui demander précisément, d'une part, comment il compte organiser le plan Power 8 dans le contexte de la hausse de l'euro et, d'autre part, comment, face à l'évolution considérable du marché de l'aéronautique, il entend déterminer sa stratégie et répartir ses coûts afin d'optimiser les ventes et les prises de marché de l'aéronautique française.

Nous serons extrêmement attentifs. Il va de soi qu'au moment où nous augmentons le crédit d'impôt recherche, nos partenaires industriels doivent, eux aussi, participer à la politique industrielle française. Comptez sur nous !
(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.)

Données clés

Auteur : [M. Roland Muzeau](#)

Circonscription : Hauts-de-Seine (1^{re} circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 233

Rubrique : Moyens de paiement

Ministère interrogé : Économie, finances et emploi

Ministère attributaire : Économie, finances et emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 6 décembre 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 6 décembre 2007